

Réflexions sur le Capital au 21e siècle

THOMAS PIKETTY

A PARAÎTRE DANS CITES, 2015

RETRANSCRIPTION D'UNE CONFERENCE DONNEE LE 4 FEVRIER 2015

Le Capital au XXI^e siècle est un livre qui, de mon point de vue, porte avant tout sur l'histoire des inégalités et des conflits économiques et politiques autour des inégalités. C'est davantage un livre d'histoire que d'économie. D'ailleurs, les frontières entre les différentes sous-disciplines des sciences sociales sont, il me semble, beaucoup plus poreuses que ce que les uns et les autres cherchent parfois à prétendre afin de bien se différencier les uns des autres ; en vérité, ces frontières sont assez arbitraires. J'essaie, dans ce livre, de rassembler des matériaux historiques sur l'histoire de la répartition des revenus et des patrimoines, mais pour étudier les conflits posés par la question de l'inégalité, de la répartition des richesses. J'essaie donc de montrer que l'histoire de la répartition des revenus et des patrimoines n'est pas simplement une histoire économique. D'ailleurs, il n'existe pas d'histoire simplement économique, c'est forcément en même temps une histoire profondément politique, sociale, culturelle, institutionnelle, qui met en jeu les représentations que se font les acteurs politiques et économiques des inégalités, du fonctionnement de l'économie autant que de l'économie elle-même qui, de toute façon, n'existe pas sans les institutions, les politiques publiques, les appareils d'État, les structures collectives permettant de donner chair aux institutions économiques. En retour, ces institutions et ces évolutions, parfois chaotiques, transforment les perceptions, les représentations des inégalités qui, elles-mêmes, donneront lieu à des nouveaux développements institutionnels. Donc on a vraiment une histoire qu'il serait vain de vouloir décomposer et séparer de façon trop stricte entre les dimensions politique, économique, sociale, culturelle de cette histoire.

Je pense aussi que les conflits sur la question des inégalités portent souvent moins sur des différences de principes philosophiques abstraits, qui, à un niveau général, peuvent faire l'objet d'un certain consensus, que sur la façon concrète dont ces principes abstraits peuvent se traduire en programmes d'action, en politiques concrètes, sur l'ampleur souhaitable des réductions des inégalités. C'est quand les choses deviennent un peu plus concrètes et tangibles que les conflits se font chair. Prenons un exemple, avec la seconde phrase de l'article 1 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789. Alors que la première phrase définit un principe d'égalité absolue : « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », la deuxième phrase introduit la possibilité de l'inégalité puisqu'elle dit : « les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune » ; on commence donc par dire que c'est l'égalité absolue, mais immédiatement après on parle des distinctions sociales, dès la deuxième phrase, à condition que ces inégalités soient dans l'utilité commune.

Ensuite, on peut se disputer pour savoir à partir de quand les distinctions sont effectivement dans l'utilité commune ou pas, mais on retrouve l'affirmation du principe abstrait que l'inégalité est possible si elle est dans l'intérêt général de l'utilité commune dans des traditions philosophiques et politiques extrêmement différentes. Certains l'ont associée beaucoup plus tard, sur un autre continent, aux principes défendus par John Rawls, mais on la trouve affirmée au moment de la Révolution française presque deux siècles plus tôt. Donc,

dans des traditions philosophiques et politiques très différentes, on observe des principes qui ne sont pas rigoureusement les mêmes, mais qui ont un degré de parenté assez proche. Et le pari que je fais dans cette recherche, c'est de dire que ces principes, et les conflits qui en découlent doivent être étudiés d'abord concrètement, matériellement, dans leur développements historiques et institutionnels, propres à chaque pays, à chaque histoire nationale, avec en même temps des effets croisés d'apprentissage très forts, parce que les questions d'argent, les questions d'inégalités ne sont pas simplement des questions d'argent ; ce sont aussi des questions d'honneur, où les gens vont engager des représentations qu'ils se font d'eux-mêmes (être pauvre, être riche, cela a des implications sur beaucoup de représentations qu'on se fait de soi-même), et c'est vrai aussi au niveau des pays. On le voit aujourd'hui dans les représentations que la France se fait d'elle-même par rapport à l'Allemagne, on le voit à travers toute l'histoire, où chaque pays essaie de se raconter une histoire, sur pourquoi il est riche, pourquoi il est pauvre, pourquoi ça a marché, pourquoi ça n'a pas marché. Ces effets croisés d'apprentissage prennent parfois des raccourcis un peu audacieux, et pas très convaincants quand on regarde cela de très loin, mais en même temps les acteurs font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils observent, qui est souvent pauvre, et un des paris de ce type de recherche, c'est justement d'essayer de favoriser des apprentissages collectifs et nationaux un peu plus riches, d'aller au-delà du nationalisme intellectuel qui, souvent, caractérise ces débats, où chaque pays défend son modèle national, plus ou moins méritocratique, plus ou moins égalitaire, sans parfois chercher à apprendre le temps culturel des autres expériences nationales. Donc le pari de ce livre, c'est d'abord d'essayer de présenter toute une série d'expériences nationales sur l'histoire des inégalités, des expériences nationales qui sont des histoires indissociablement économique, politique, culturelle.

Je suis très marqué par le cas français, qui m'intéresse un tout petit peu plus que les autres, je crois parce qu'il est objectivement très intéressant, parce qu'on a une richesse dans l'histoire politique française depuis la Révolution française, une richesse de sources aussi, et je voudrais, avant d'avancer dans cette présentation, dire quelques mots sur les principales sources que j'ai tenté de rassembler. J'utilise parfois dans le livre des matériaux issus des débats parlementaires, des sources littéraires sur la façon dont tel ou tel auteur représente les inégalités, mais, avant tout, les sources que j'ai tenté de rassembler sont des sources qui portent sur les revenus, les patrimoines, et, de ce point de vue-là, le cas français est particulièrement intéressant parce que si la Révolution française ne crée pas une société idéale, elle crée au moins un observatoire incomparable des patrimoines et des fortunes. Elle met en place dès les années 1790 un système d'enregistrement des patrimoines, extrêmement universel pour l'époque, puisqu'il concerne aussi bien les nobles que les roturiers, sans distinction de classe ; il concerne tous les patrimoines, terriens, immobiliers, financiers, professionnels. Tout le monde est concerné, même si les taux d'imposition sur les transmissions patrimoniales sont très faibles tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, avec 1 % ou 2 % d'imposition en ligne directe de parents à enfants. Donc l'impôt ne change pas grand-chose à la mécanique de transmission et d'accumulation patrimoniales mais, au moins, il laisse une trace, et d'ailleurs le but du législateur révolutionnaire, c'est aussi, d'une certaine façon, de protéger le droit de propriété et donc pour cela d'enregistrer la transmission de propriété. Et cela permet au chercheur d'étudier, de remonter à la fin du XVIII^e siècle, au début du XIX^e siècle, avec des archives successorales françaises, qui sont sans doute les plus riches du monde sur une longue période. Dans les autres pays, en particulier les pays anglo-saxons, il faut attendre un siècle de plus pour que le système d'enregistrement des successions de patrimoine atteigne le même degré d'universalité ; aux États-Unis c'est en 1916 qu'a lieu la création d'un impôt fédéral sur les successions, alors qu'en France c'est en 1789. On a un gros siècle de plus, ce qui permet de

mettre en perspective historique les chocs du XX^e siècle, dans le cas français beaucoup mieux que sur les États-Unis, où les données commencent en 1916, et le Royaume-Uni où le système de transmission des biens n'est vraiment unifié, en particulier entre les biens terriens et les biens financiers, qu'autour de 1890-1900. Tel est donc le premier ensemble de sources qui est mobilisé dans ce travail, les sources successorales qui, dans le cas français, ont notamment été collectées avec beaucoup de collègues, en particulier Gilles Postel-Vinay et Jean-Laurent Rosenthal. De façon générale, ce travail est issu d'un programme très collectif de collecte de données que j'aurais été totalement incapable de mener tout seul. Les interprétations historiques, les schémas interprétatifs que je propose dans le livre n'engagent que moi, mais la collecte des données elle-même est issue d'un programme très collectif, en particulier sur les archives successorales françaises.

Le second ensemble de sources important qui est utilisé dans ce livre concerne les revenus proprement dit. En effet, l'imposition, c'est toujours plus que l'imposition, c'est aussi une façon d'enregistrer l'activité économique, de définir des catégories juridiques et des catégories statistiques ; donc l'impôt c'est aussi une façon pour la société de produire de l'information sur elle-même en définissant des catégories juridiques. Pour ce qui concerne l'imposition du patrimoine, il est très ancien. Il y a des formes d'enregistrement de patrimoine depuis la nuit des temps parce que l'enregistrement du droit de propriété, c'est quelque chose d'absolument essentiel pour le fonctionnement même des sociétés. L'imposition du revenu, c'est quelque chose de beaucoup plus récent. En France, c'est la loi du 15 juillet 1914 qui crée l'impôt sur le revenu. À quelques semaines de l'entrée en guerre, le sénat accepte de monter l'impôt sur le revenu, non pas pour trouver des ressources pour construire des écoles, mais trouver des ressources pour aller en guerre contre l'Allemagne. Ensuite, l'impôt sur le revenu sera utilisé pour tout autre chose, mais au départ c'est la guerre qui développe sa création. D'autres pays l'ont créé de façon plus pacifique : aux États-Unis, c'est en 1913, au Royaume-Uni il y a un impôt sur le revenu dès le milieu du XIX^e siècle qui devient progressif en 1908. Certains pays d'Europe du Nord l'ont créé un peu avant, le Japon aussi en 1886, mais, pour résumer, en général c'est entre 1900 et 1920 que se met en place l'impôt sur le revenu. Voici donc une source importante dans l'étude de mon livre, parce que l'impôt ce n'est pas seulement l'impôt, c'est aussi une façon de créer des catégories juridiques, statistiques, et autres. Au XIX^e siècle, quand il n'y a pas encore d'impôt sur le revenu, en France il existe d'autres types de contributions directes, par exemple la contribution des portes et fenêtres : on rencontre toutes sortes de statistiques merveilleuses sur le nombre de portes et fenêtres par département et le nombre d'habitations avec deux portes et trois fenêtres, c'est tout à fait fascinant et sans doute trop peu exploité d'ailleurs, mais c'est moins intéressant que le revenu, en tout cas c'est un critère moins universel des ressources économiques disponibles pour chacun, des capacités de chacun à contribuer aux biens publics et aux charges communes. Ainsi, les sources que j'utilise sont elles-mêmes produites par un certain système institutionnel, un système d'imposition, en particulier en ce qui concerne le patrimoine, pour lequel on peut remonter dans un certain nombre de cas au XVIII^e siècle, et pour les revenus en général on ne peut pas remonter beaucoup avant 1900.

Ensuite, pour interpréter les évolutions observées et essayer de faire vivre ces évolutions, le livre fait feu de tout bois, c'est-à-dire que je fais appel à l'histoire politique, à l'histoire militaire, à l'histoire institutionnelle, simplement parce que les courbes obtenues font apparaître des ruptures politiques au grand jour : la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale, la crise des années 1930. Toutes les grandes ruptures politiques de l'histoire de France ou de l'histoire des différents pays sont des dates marquantes. Dès qu'on prend ces matériaux dans la longue durée, en particulier sur le XX^e siècle, il est impossible d'écrire une

histoire purement économique des revenus du patrimoine, c'est une histoire qui est immédiatement politique au sens fort. En particulier, la réduction des inégalités au XX^e siècle a d'abord été la conséquence des chocs violents produits par la Première Guerre mondiale, la crise des années 1930, la Deuxième Guerre mondiale, et des nouvelles institutions, sociales, politiques, fiscales, mises en place à la suite de ces chocs mais qui, jusqu'à l'arrivée de ces chocs, étaient très peu acceptées, c'est le moins qu'on puisse dire, par les élites aux commandes. En particulier, le cas français, de ce point de vue-là, est très intéressant puisqu'on a jusqu'en 1914 un refus de l'impôt sur le revenu, d'une façon générale un refus de la progressivité fiscale, encore plus fort qu'ailleurs. C'est assez intéressant de voir le bouleversement complet qu'entraînent les guerres mondiales et la révolution bolchévique dans ces perceptions de l'inégalité et de la redistribution. En France, au début des années 1920, c'est le Bloc national, l'une des chambres les plus à droite de l'histoire de la République, qui finit par adopter l'impôt sur le revenu très progressif, avec un taux supérieur de 60 % pour les plus hauts revenus ; et ce sont exactement les mêmes parlementaires qui refusaient l'impôt sur le revenu à 2 % en 1914, six ans plus tôt. Que s'est-il donc passé ? Ce n'est pas simplement que les finances publiques sont dans un état désastreux, c'est que la guerre a totalement transformé les perceptions, la révolution bolchévique a évidemment contribué à ce qu'un certain nombre d'élites, dans les pays d'Europe de l'Ouest, se disent que finalement l'impôt progressif, par rapport à l'expropriation, est peut-être une solution plus acceptable. On a donc une transformation complète des perceptions, alors que, jusqu'en 1914, les élites républicaines françaises, de centre droit, de centre gauche, qui sont aux commandes de la République, considèrent dans le fond que l'impôt progressif n'est pas vraiment nécessaire. En particulier, il est très intéressant de voir, dans ce jeu croisé des identités nationales et des représentations que chaque pays se fait de lui-même, à quel point les élites françaises ont une tendance, à ce moment-là, à insister sur le fait que la France, ayant fait la grande Révolution, n'a pas besoin d'en faire plus. C'est-à-dire que, comme on a créé l'égalité juridique face au droit de propriété, qu'on n'a plus d'aristocratie terrienne, l'égalité est déjà là et donc à quoi bon s'embarrasser de cet impôt progressif et spoliateur ? Le Royaume-Uni, lui, en a bien besoin, puisque, en tant que société aristocratique avec de grandes fortunes terriennes, un impôt progressif sur le revenu et les successions est hautement souhaitable, mais nous, pays de petits propriétaires, rendus égalitaires grâce à la Révolution, nous n'en avons pas besoin. Sauf que, dans les archives que j'étudie, je constate que la France de 1913-1914 est tout aussi inégalitaire que le Royaume-Uni de 1913-1914 pour une raison simple : c'est que les fortunes terriennes ne comptent plus depuis longtemps ; à ce moment-là, elles représentent moins de 5 % de la fortune nationale, du patrimoine national du Royaume-Uni.

En France, ce qui compte, ce sont les nouvelles formes d'accumulation patrimoniale, financière, immobilière, professionnelle, industrielle, et, de ce point de vue-là, le fait d'être en république plutôt qu'en monarchie n'y change pas grand-chose. Pour que la république soit sociale ou égalitaire, il ne suffit pas qu'elle soit républicaine, il lui faut des institutions sociales et fiscales spécifiques. Le degré d'aveuglement et de mauvaise foi des élites, en particulier françaises, sur cette question jusqu'en 1914, est quelque chose d'assez marquant. En tout cas, la relecture de cette période est marquante parce que, évidemment, on ne peut pas s'empêcher de faire un parallèle avec la période actuelle où il y a parfois un degré d'hypocrisie et de refus de la réalité chez un certain nombre d'élites, économiques, financières et politiques. Ce n'est pas pour dire que tout est exactement pareil, qu'on est dans la même situation, mais en tout cas la relecture de cette histoire, je pense, peut permettre de dépasser, d'éviter ce type d'illusion. Toujours est-il que l'un des principaux objectifs de ma recherche est d'essayer de comprendre quels sont les déterminants de ces différents degrés de concentration des patrimoines, pourquoi la concentration des fortunes dans la France de 1914

n'est finalement pas très différente de celle de 1789, pourquoi la Révolution, d'une certaine façon, a échoué, ou en tout cas pourquoi l'espoir qu'une espèce de progrès naturel d'une certaine égalité juridique face au droit de propriété et face à l'impôt suffirait à produire l'égalité tout court s'est avéré être une illusion, et quels sont d'une manière générale les mécanismes qui permettent de réfléchir aux différents degrés d'inégalité atteints dans l'histoire, dans différents pays. Ceci est un des objectifs généraux de mon livre.

J'utilise pour cela parfois quelques concepts théoriques, même parfois quelques équations extrêmement simples ; en particulier, je dirai dans un instant quelques mots sur cette idée d'une inégalité entre le rendement du capital (R) et le taux de croissance (G), et pourquoi cette inégalité et l'écart entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance de l'économie peut être l'un des déterminants à long terme des degrés d'inégalité des sociétés. Mais je voudrais tout de suite dire clairement que toutes ces constructions théoriques permettent parfois de clarifier les idées, de préciser les implications logiques de telle ou telle hypothèse, mais à condition de ne pas se faire d'illusion sur leur portée réelle. C'est-à-dire que les économistes en général perdent beaucoup trop de temps dans des modèles mathématiques théoriques extrêmement sophistiqués, mais avec un soubassement historique et empirique extrêmement faible. Je pense que les mathématiques trop complexes ne servent pas à grand-chose en économie ; c'est peut-être utile en astrophysique ou en mécanique quantique, mais en économie, en sociologie, en histoire, on n'en a absolument pas besoin. Au mieux, on a besoin de quelques notions, quelques concepts, quelques équations extrêmement simples, auxquelles je fais appel dans mon livre, mais qui ne nécessitent aucun bagage particulier. Et quand les économistes utilisent des modèles complexes, c'est en général plus dans des vues de rapports de pouvoir à l'intérieur du champ académique, c'est-à-dire qu'il s'agit d'affirmer sa scientificité supérieure en essayant d'impressionner les autres disciplines ; je ne suis pas sûr que cela impressionne grand-monde, en tout cas pas les mathématiciens, je ne pense pas non plus que les philosophes, ni les sociologues, ni les historiens soient particulièrement impressionnés. En tout cas, je fais jouer à la théorie, dans ce livre, un rôle extrêmement modeste, qui n'est pas complètement nul non plus, parce que je pense que quelques équations, quelques notions très simples peuvent permettre de clarifier les idées, les relations logiques entre certaines hypothèses très précises, et certaines implications logiques de ces hypothèses, mais à condition de ne pas surestimer la portée de ce type d'opération abstraite. Les mathématiques sont un langage qui peut être utile, à condition de l'utiliser conjointement à d'autres langages, d'autres formes d'expression, littéraire, historique, politique, et c'est en réunissant ces différents formes d'expression que l'on peut aboutir à déconstruire, à mieux comprendre les mécanismes en jeu.

Mais, avant tout, dans mon livre, j'essaie d'écrire une histoire multidimensionnelle des formes de capital et des formes d'inégalité, des rapports de domination, des rapports de pouvoir qui vont avec les différentes formes de capital. Donc je donne une définition du capital et de la richesse qui est extrêmement générale et qui en fait est redéfinie par chaque époque, par chaque société. J'utilise les mots « capital » et « patrimoine » comme des synonymes pour simplifier les choses, et j'inclus dans les notions de « capital » et de « patrimoine » toutes les formes de richesses qui peuvent être détenues et échangées sur un marché, donc avec des droits de propriété défendus, définis par le système légal en vigueur, mais qui peuvent être détenus par des individus privés ou parfois par des gouvernements, ou parfois par des personnes morales qui ne sont ni des individus ni des gouvernements, qui peuvent être des églises, des fondations. Cela joue un certain rôle aussi dans l'histoire à différents moments, mais l'essentiel est tout de même détenu, soit par des individus, soit par le gouvernement. Aujourd'hui, le gouvernement possède surtout les dettes plus qu'autre chose, mais ce n'a pas

toujours été le cas. Donc j'essaie d'étudier les différentes formes de propriété. Parfois dans le livre, je calcule la valeur totale de ce que possèdent les individus dans une société donnée en additionnant ce qu'ils possèdent sous forme de terres agricoles, de patrimoines immobiliers, d'actifs professionnels, industriels, financiers, mais il faut toujours être bien conscient, quand on fait cette immense addition, avec cette notion de « Kapital », avec un grand K (comme on le note en économie depuis le XIX^e siècle), que c'est là encore une opération extrêmement abstraite, qui peut être utile pour répondre à certaines questions : cela permet de se faire une idée sur l'ampleur globale de ce qu'il y a à posséder dans un pays à un moment donné, rapporté à une année de production (telle est souvent l'unité qui permet de mettre en comparaison des sociétés autrement très différentes et presque impossibles à comparer), cela donne au moins un langage, une métrique permettant de comparer l'ampleur de ce que représente ce qu'il y a à posséder dans différentes sociétés, à condition, là encore, de ne pas se faire d'illusion sur la portée de cette opération abstraite. C'est dire que, si on veut vraiment comprendre ce qui se dissimule derrière ce K majuscule, il faut ouvrir la boîte noire, il faut regarder derrière chaque forme de possession quels sont les rapports sociaux, les rapports de production, les négociations, les rapports de pouvoir, les institutions, les compromis sociaux, institutionnels qui se nouent.

Si le livre est un petit peu long, c'est justement que je ne me contente pas de faire cette grosse addition, j'essaie de raconter par le menu l'histoire de ces différentes formes d'actifs, et évidemment l'histoire du capital terrien, qui n'est pas l'histoire du capital immobilier, qui n'est pas l'histoire du capital financier, qui n'est pas l'histoire de la dette publique. Je regarde dans des sociétés esclavagistes telle que le sud des États-Unis avant 1865 ce que représente le capital esclavagiste, le capital négrier, et on se rend compte, même si les terres agricoles, par rapport à la vieille Europe, ne valaient pas grand-chose (parce qu'on a une société, comme le notait Tocqueville, où la terre est tellement abondante, qu'elle ne vaut plus grand-chose), que la domination que l'on peut exercer sur d'autres groupes sociaux simplement en possédant des terres est limitée, puisqu'il est facile de posséder de la terre. Mais si on a la bonne idée de posséder aussi ceux qui travaillent sur les terres, alors on peut reconstituer des niveaux de capitalisation patrimoniale, en additionnant la valeur des terres et la valeur des esclaves, qui se rapprochent beaucoup, voire qui dépassent le niveau de capitalisation patrimoniale dans les sociétés agraires de la vieille Europe au même moment, avec une forme de domination à travers le capital négrier qui, d'une certaine façon, est encore plus violente que celle qui oppose le détenteur de la terre au travailleur agricole, à l'ouvrier agricole. Toutes ces différentes formes de possession, on le voit bien avec cet exemple extrême de l'esclavage, sont construites socialement, historiquement ; la notion de « capital », qui dépend de chaque société, du système légal. On aurait le même débat aujourd'hui sur « est-il possible de posséder les brevets, les idées, les montagnes, l'air ? », donc la définition et les limites de ce qu'il est permis de posséder, c'est quelque chose qui n'est pas donné de toute éternité, il n'y a pas de notion naturelle de possession ; ce sont des constructions qui sont propres à chaque société, et dont j'essaie d'écrire le déroulé dans le livre.

Je vais mentionner une des dimensions qui joue un rôle important ; il s'agit de tout ce qui concerne les situations où certains pays possèdent d'autres pays, donc les actifs financiers internationaux. C'est une question qui prend aujourd'hui des dimensions nouvelles. En France, on s'imagine parfois qu'on est tout entier détenu par l'émir du Qatar ou la Banque de Chine. Pour l'instant ce sont uniquement des clubs de football ; cela arrivera peut-être un jour que cela prenne des proportions plus massives, mais il est intéressant de voir que cette obsession qu'on a en France vient sans doute du fait que pendant longtemps la France, comme le Royaume-Uni, a été dans la situation inverse, de détenir en bonne partie le reste du monde,

donc nous avons une phobie particulière à l'idée d'être détenus. Et, de fait, les rapports de propriété sont toujours des rapports compliqués, mais au niveau international c'est encore plus compliqué. Parce que payer des loyers à son propriétaire, c'est toujours douloureux, devoir payer une bonne partie de son revenu du travail gagné après moult études et concours, et devoir en payer une telle partie à son propriétaire, c'est très douloureux, mais quand il s'agit d'un pays payant des loyers à un autre pays, c'est encore plus douloureux, cela peut même devenir très pénible. J'essaie de remettre cette question en perspective historique, en particulier en étudiant la situation de la France et du Royaume-Uni au sommet de leur empire colonial : la France et le Royaume-Uni recevaient du reste du monde, jusqu'à la Première Guerre mondiale, un flux de loyers, d'intérêts, de dividendes, tellement considérable que ces deux pays, si on prend la période de 1860 à 1914, sont en situation de déficit commercial permanent, 2 %, 3 % du PIB de déficit commercial permanent, et comme ils reçoivent du reste du monde des loyers, des intérêts, des dividendes compris entre 5 % et 10 % du PIB, cela ne pose aucun problème, c'est-à-dire que, non seulement cela permet de financer le déficit colonial, donc le fait que le reste du monde travaille pour nous, bref nous renvoie une partie de sa production, mais il nous en reste même beaucoup pour continuer à les acheter. Autrement dit, c'est exactement la situation où vous payez un loyer à votre propriétaire, et avec les loyers le propriétaire achète le reste de l'immeuble. À l'époque, cela fonctionnait car cela s'accompagnait de rapports de domination militaire, de domination politique, parce que autrement il aurait été facile de mettre fin à ce genre de situation en expropriant le pays étranger qui vous possède de la sorte. Et c'est d'ailleurs ce qui a fini par se produire, pas tant par l'effet naturel des mouvements indépendantistes et de décolonisation, mais d'abord parce que les pays européens se sont sabordés eux-mêmes à travers les guerres mondiales, dont il n'est pas interdit de penser qu'elles étaient en partie causées par la montée du nationalisme, elle-même produite par les très fortes inégalités et tensions sociales, qu'engendrait à l'intérieur de ces pays le très haut degré de concentration du patrimoine.

Une autre dimension qui fait que l'histoire du capital que j'essaie de proposer dans ce livre est multidimensionnelle, c'est que j'essaie de distinguer les dimensions de capital financier, monétaire, immobilier, des dimensions de capital social, culturel, symbolique, comme dirait Pierre Bourdieu, et j'essaie de montrer que la structure des inégalités aux XIX^e, XX^e, XXI^e siècles, pour l'avenir, pourrait bien combiner les éléments des deux ; pour résumer, on peut dire qu'on a besoin à la fois de Marx et de Bourdieu. Il y a donc d'abord les dimensions de capital financier, professionnel, dont on pensait dans l'après Seconde Guerre mondiale qu'elles avaient un peu perdu de leur importance et qui aujourd'hui retrouvent une importance extrêmement forte, c'est-à-dire que les transmissions en particulier de capital financier et immobilier pour les nouvelles générations, les générations actuelles, sont très importantes ; si vous avez uniquement votre salaire et que vous voulez devenir propriétaire, sans patrimoine familial, vous avez intérêt à ce que ce soit un très bon salaire actuellement, et c'est une situation très différente de celle des générations des Trente Glorieuses, pour lesquelles les niveaux de transmission patrimoniale et les niveaux de capitalisation immobilière étaient tombés à des niveaux beaucoup plus bas historiquement. Donc dans les années 1950-1960, pour la première fois peut-être, on a des transmissions patrimoniales qui sont beaucoup moins importantes en masse que ce qu'elles sont d'ordinaire dans la plupart des sociétés. Alors c'est un peu à ce moment-là, dans les années 1950, 1960, 1970, qu'un certain nombre de sociologues, en particulier Pierre Bourdieu, mettent l'accent sur les dimensions du capital culturel et symbolique, comme une autre forme de domination entre groupes sociaux, et ce n'est peut-être pas par hasard que ce soit à ce moment-là qu'on insiste beaucoup là-dessus, car les formes plus anciennes de capital et de domination semblent avoir perdu un peu de leur importance, d'où l'insistance sur de nouvelles formes de capital et de domination. Pour

l'avenir, on peut très bien avoir les deux à la fois et, d'une certaine façon, on a les deux à la fois, qui se renforcent et qui se complètent ; il y a quelque chose de tout à fait complémentaire et de cumulatif dans ces différentes dimensions de capital et d'inégalités, qu'il serait absurde d'opposer, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de l'un ou l'autre, mais de l'un et l'autre, et c'est justement parce que c'est l'un et l'autre que cela donne lieu à des formes de domination et d'inégalités qui peuvent être d'une certaine façon encore plus terribles que les précédentes, parce que les inégalités patrimoniales traditionnelles de la société du XIX^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, au moins ne mettent pas trop l'accent sur les questions de mérite individuel. Personne ne cherche à prétendre que le domestique est moins méritant que celui qui détient le patrimoine ; il se trouve qu'il est domestique, on ne sait pas trop bien pourquoi, peut-être parce qu'on a besoin qu'une minorité possède pour pouvoir se consacrer à autre chose qu'à sa survie, je ne dis pas que cette justification des inégalités soit forcément très convaincante, mais au moins on ne cherche pas à justifier, à expliquer l'inégalité et la position d'une personne qui ne posséderait pas de patrimoine par son manque de mérite ou de vertu ou de productivité, alors que l'inégalité moderne insiste beaucoup plus sur les différences de « capital humain », comme on dit, expression dont je tente de montrer dans mon livre pourquoi elle me paraît tout à fait impropre, à part peut-être dans les sociétés esclavagistes où justement on peut échanger le capital humain contre un autre élément de capital. Mais toutes ces logiques fondées sur des différences supposées de productivité, de capacité individuelle, mettent une pression sur les perdants du système, ce que j'appelle l'« extrémisme méritocratique », qui peut rendre l'inégalité encore plus dure, encore plus pesante dans les sociétés modernes qu'elle ne l'était dans les sociétés anciennes.

Je voudrais, pour finir, dire quelques mots sur cette comparaison du rendement du capital et du taux de croissance. Je pense que c'est une question à la fois relativement simple et limitée dans sa portée, c'est-à-dire que ce n'est qu'une partie des mécanismes que je tente d'analyser dans le livre, et en même temps je pense que c'est important car cette question du rendement du capital a joué avec la théorie marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit. Je voudrais expliquer quelles sont mes conclusions à ce sujet et le rôle que cela joue dans mon schéma d'ensemble.

D'abord, un des principes que je mets en évidence dans ce travail, c'est le rôle joué par cette inégalité entre R et G , R étant le rendement du capital et G le taux de croissance de l'économie. Parfois, les gens sont surpris par cette idée que le rendement du capital puisse être éternellement supérieur au taux de croissance de l'économie. Je voudrais tout de suite dire que cela n'a absolument rien de surprenant, et c'était même une évidence dans toutes les sociétés humaines jusqu'à une époque très avancée, certainement dans toutes les sociétés préindustrielles, puisque jusqu'à la révolution industrielle, le taux de croissance de l'économie, autant qu'on puisse le mesurer, était proche de zéro, dans la mesure où la population était quasiment la même d'une génération sur l'autre, où la structure des activités humaines était presque la même d'une génération sur l'autre ; donc, en fait, ce sont les sociétés humaines dans leur ensemble qui se reproduisaient presque à l'identique d'une génération sur l'autre. Si vous comparez les sociétés sur quelques siècles, jusqu'à la révolution industrielle, vous avez des changements importants, mais des changements extrêmement lents. Pour donner une idée sur cette lenteur du taux de croissance pendant l'essentiel de l'histoire humaine, si on regarde la planète dans son ensemble, de 1700 à 2012, les estimations dont je dispose, et qui sont des constructions sociales, comme toutes les statistiques, avec toutes leurs limites, en particulier parce qu'elles sont très unidimensionnelles alors que la croissance est un processus très multidimensionnel, si on prend ces chiffres pour ce qu'ils valent, on a une croissance moyenne au niveau mondial de

1,6 % par an, qui peut se décomposer en deux moitiés égales : l'une, 0,8 % par an, relève de la croissance de la population mondiale, et l'autre, 0,8 % par an, relève de la croissance de la production par habitant. Ainsi dit, cela paraît très faible, et en France, certains continuent de penser que, pour être heureux, il faut au moins 5 % de croissance par an, alors même que celle du monde depuis trois siècles est de 1,6 % par an, ce qui a permis de totalement le bouleverser puisque 0,8 % de croissance de la population par an, cela peut paraître très lent, mais, sur trois siècles, cela a permis de multiplier par dix la population mondiale approximativement, de l'ordre de 600 millions au XVIII^e siècle à 7 milliards aujourd'hui. Est-ce que cela va continuer ainsi, est-ce qu'on sera 70 milliards dans trois siècles ? Ce n'est pas sûr, pas sûr que ce soit possible ni souhaitable, et apparemment ce n'est pas ce qui va se produire, en tout cas pour l'instant les prévisions démographiques vont plutôt dans le sens d'une stabilisation, mais on n'en sait rien en réalité, ce sont des choses compliquées. Ce qui est certain, c'est que 0,8 % par an, cela permet de multiplier par dix sur trois siècles ; par définition, cela ne peut pas se produire depuis toujours. On n'est pas très sûr de la population à l'époque du Christ, mais les estimations varient entre 50 millions, 60 millions, 70 millions, on n'est pas complètement sûr, mais ce qui est certain c'est que la croissance de la population de l'époque du Christ jusqu'à la révolution industrielle a été très inférieure à 0,8 % par an (elle était de 0,1 % ou 0,2 % par an), pour une raison très simple : c'est que si elle avait été de 0,8 % par an, si vous revenez en arrière, cela voudrait dire que la population à l'époque du Christ était inférieure à 100 ou 200 personnes au niveau mondial, et l'on est au moins certain que ce n'était pas le cas.

C'est la même chose pour le niveau de vie, parce que le niveau de vie depuis la révolution industrielle (autant que cette notion de niveau de vie ait un sens, parce que la croissance c'est un processus multidimensionnel), c'est surtout des nouveaux besoins qui se créent, une diversification des modes de vie ; donc si on cumule cette croissance de 0,8 % par an sur trois siècles, on aboutit, comme pour la population, à une multiplication environ par dix du niveau de vie moyen. Et en multipliant par dix, cela ne veut pas dire qu'on consomme dix fois plus de kilos de carottes, de baguettes de pain, etc., c'est d'abord une diversification des modes de vie, avec en particulier l'accès aux services fondamentaux, dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports, de la culture, c'est d'abord cette diversification des modes de vie, cette ouverture à des services et biens fondamentaux, qui permet simplement de sortir de la contrainte alimentaire. C'est d'abord cela la croissance. Toujours est-il que forcément, de la même façon que pour la population, ce ne s'est pas produit depuis l'époque du Christ, parce que, sinon, cela voudrait dire que le niveau de vie moyen à l'époque du Christ était très inférieur au seuil simplement de survie. Donc, pour toutes ces raisons, on peut être certain que la croissance jusqu'à la révolution industrielle était de 0,1 %, 0,2 % par an au maximum. Cela, c'est le taux de croissance.

Maintenant, le rendement du capital, lui, n'était évidemment pas de 0 %. Le rendement du capital dans les sociétés agraires traditionnelles est traditionnellement entre 4 % et 5 % par an, c'est-à-dire que si vous voulez avoir 1000 livres de rentes par an, vous avez besoin d'un capital qui est d'à peu près 20 000 livres, de façon à ce que 5 % de 20 000 livres procurent 1000 livres par an. Et c'est une telle évidence dans toutes les sociétés jusqu'à la révolution industrielle que d'ailleurs les romanciers, très souvent, dans le même paragraphe, vont passer des 20 000 livres de capital aux 1000 livres de rentes sans même avoir besoin de l'expliquer à leurs lecteurs ; tout le monde comprend parfaitement bien. Ce n'est pas un problème technique, c'est quelque chose qui engage l'ensemble de la société. D'une certaine façon, R plus grand que G, 5 % supérieur à 0 % de croissance (ou 0,1 %, ou 0,2 %), c'est le fondement même de la société jusqu'à la révolution industrielle, car c'est cela qui permet à un groupe de propriétaires (propriétaires terriens, mais petit à petit propriétaires d'autres formes de

fortunes, immobilières, financières, industrielles) de vivre des rendements produits par son capital et de se consacrer à d'autres choses qu'à des activités de survie. C'est une dimension totalement structurante de la société, qui est parfois remise en cause par certains groupes religieux ou sociaux, avec différentes formes d'interdiction de l'usure, etc., mais qui en fait sont souvent assez hypocrites, parce qu'il s'agit plus d'essayer d'exercer un contrôle social sur un certain type de capital (capital commercial, financier, de certaines professions ou certains groupes religieux ou ethniques qu'on n'aime pas trop), mais on se satisfait parfaitement, par exemple dans les religions chrétienne et musulmane, de pouvoir vivre du capital terrien possédé par l'Église, où le fait que la terre produise une rente, un revenu de 5 % par an sans qu'on ait besoin de travailler et produit par le travail d'autres personnes, ne pose aucun problème philosophique. Donc cette inégalité entre rendement du capital et taux de croissance, c'est la structure même de la société, qu'on peut justifier en disant que cela permet au moins à un groupe de la population de prier pour les autres, de se battre pour les autres, de faire de la musique pour les autres, on peut toujours le justifier, en tout cas c'est la structure de la société.

Par rapport à cet héritage historique fondamental, un des résultats du livre consiste à constater que finalement la révolution industrielle moderne, la croissance industrielle moderne, qui commence au XIX^e siècle et se poursuit aujourd'hui au XXI^e siècle, n'a pas changé cette réalité autant qu'on aurait pu l'imaginer. Ce principe fondamental de l'inégalité entre R et G n'a pas été affecté de façon fondamentale par la croissance moderne. C'est vrai, au XIX^e siècle, le taux de croissance a augmenté, il est passé de 0 % à 1 %, 1,5 % par an, mais en même temps le rendement du capital à lui aussi augmenté, il est passé de 4-5 % à 5-6-7 %, avec en particulier les nouvelles formes d'investissement industriel au XIX^e siècle (Marx le constate autour de lui et beaucoup d'autres auteurs), avec parfois des rendements de 10 %, de 15 % par an, parce qu'on a de nouvelles formes d'investissements qui permettent de faire des profits encore plus rapides. Avec le rendement du capital qui augmente lui aussi, la croissance passe en gros de 0 % à 1 % ou 2 % par an, le rendement du capital passe de 4 % ou 5 % à 6 % ou 7 %, mais finalement l'écart entre les deux n'est pas vraiment modifié. Je pense que c'est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles la concentration des patrimoines (et les mécanismes par lesquels l'inégalité se perpétue à travers les générations et à travers le temps, même s'il y a toujours de la mobilité, ascendante ou descendante, mais avec quand même un niveau structurel de concentration et de perpétuation extrêmement fort) est pratiquement aussi forte, même un peu plus élevée en 1914 qu'en 1789. Il y a sans doute une légère diminution de l'inégalité à la suite de la Révolution française, avec un peu de redistribution terrienne, mais ce qu'on observe dans les archives successorales, c'est que tout au long du XIX^e siècle et jusqu'en 1914, et sans tendance à la stabilisation avant 1914, on a une concentration du patrimoine qui progresse et qui se maintient à des niveaux extrêmement élevés de concentration de patrimoine. À Paris, en 1913-1914, on a 70 % du patrimoine détenu par 1 % de la population, et, à l'inverse, 70 % de la population qui meurt sans aucun patrimoine, en dehors de maigres effets personnels, quelques draps ou quelques chaises, mais qui ne permettent pas de payer les frais d'inhumation, de transmettre un patrimoine net conséquent, comme on le voit dans *Le Père Goriot* en 1820. En 1910-1914, ce n'est pas très différent, on a les deux tiers de la population qui meurt à Paris sans aucun actif à transmettre et, à l'inverse, 30 % de la population qui se transmet 70 % du patrimoine. Donc la nature des patrimoines s'est totalement transformée entre 1820 et 1914, on a des patrimoines financiers, immobiliers, professionnels, très modernes par certains côtés, des actifs financiers internationaux placés dans le reste du monde, mais le degré d'inégalité, de concentration et de perpétuation n'est finalement pas très différent de celui d'Ancien Régime. Je pense que l'une des explications,

c'est que cet écart entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance n'a pas vraiment été modifié.

Finalement, au XX^e siècle, ce sont uniquement des chocs extrêmement violents, tout à la fois politiques, militaires, intellectuels, qui transforment cela, parce que le rendement du capital va se trouver très durablement abaissé par les destructions liées aux guerres, les nationalisations de 1945, les nouvelles politiques de contrôle des loyers. C'est à la fois les destructions directement liées aux guerres, mais aussi toutes les nouvelles politiques mises en place à la suite de ces chocs, l'inflation très forte, qui font que ceux qui ont souscrit aux emprunts publics pour financer les guerres perdent finalement tout ce qu'ils ont souscrit après les guerres, aussi sûrement que si leur immeuble avait été détruit par un bombardement, puisque si les prix sont multipliés par cent entre 1914 et 1950, cent francs prêtés en 1914 à l'État ne vaut plus que un franc en 1950. Donc on a tous ces processus de destruction, d'inflation, de faillites, de nationalisations, d'impositions, qui font que le rendement du capital entre 1914 et 1950 est réduit à des niveaux très bas, puis dans l'après-guerre, on a pour le coup des taux de croissance exceptionnellement élevés du fait, largement, de la reconstruction, mais aussi d'une très forte croissance de la population, qui produit des taux de croissance particulièrement élevés dans la deuxième partie du XX^e siècle. Et ce sont ces deux événements, ce très fort abaissement du rendement du capital dans la première partie du XX^e siècle, et cette très forte hausse de la croissance dans la seconde partie, qui fait que cette inégalité entre le rendement du capital et la croissance est complètement obscurcie pendant une très longue période, de 1914 jusqu'à la fin des Trente Glorieuses. C'est une période tellement longue, les trente ans des guerres, puis les trente ans des Trente Glorieuses, qu'on a fini par croire que c'était une nouvelle normalité, alors que c'était vraiment lié à des bouleversements historiques très particuliers. Et depuis, au cours des trente dernières années, depuis 1980, on retrouve des taux de croissance, en France comme dans tous les pays industrialisés, beaucoup plus proches de 1 % ou 2 % par an. Actuellement, avec les politiques lamentables menées en zone euro, on est même plutôt à 0 %, mais, même si on faisait mieux, même si on était moins lamentable, on ne retrouverait pas pour autant les 5 % des Trente Glorieuses, on aurait peut-être 1 %, 2%, ce qui serait déjà beaucoup mieux que les 0 %, mais l'illusion du taux de croissance des Trente Glorieuses est clairement derrière nous, ou en tout cas elle devrait l'être. On se retrouve donc face à des taux de croissance faibles, surtout dès lors qu'on a démantelé certaines des régulations collectives, sur les loyers, les entreprises publiques, l'imposition progressive, et qu'on a une concurrence fiscale débridée entre pays pour attirer les investissements. Du coup, le rendement du capital, lui aussi, se retrouve à remonter vers le haut, et on retrouve cette inégalité entre le rendement du capital et le taux de croissance.

On l'avait déjà au XIX^e siècle, et je voudrais dire, pour conclure, qu'il n'y a pas d'issue purement économique à ce processus ; la seule issue est politique, intellectuelle, institutionnelle, et c'est peut-être la différence la plus importante avec certaines des conclusions qu'il y a dans l'analyse marxiste traditionnelle. Dans l'analyse marxiste traditionnelle, tout va mal, mais au moins il y a une issue au processus, parce qu'il y a la baisse tendancielle du taux de profit. Autrement dit, les capitalistes sont leurs propres fossoyeurs, ils creusent leurs propres tombes, puisque, à force d'accumuler, le rendement du capital, donc le taux de profit chez Marx¹, connaît une baisse tendancielle, c'est-à-dire qu'à

¹ Le rendement du capital est une notion un peu plus générale que le taux de profit, puisqu'elle inclut tous les revenus touchés par un détenteur de capital, donc les profits, mais aussi les loyers, les intérêts, les dividendes, les plus-values, mais c'est la même notion fondamentalement, c'est ce que rapporte un capital en pourcentage de sa valeur au cours d'une année.

mesure que les capitalistes accumulent du capital, le taux de profit va chuter vers zéro, et tout cela va se terminer dans une apocalypse généralisée. En effet, soit les capitalistes vont s'entretuer pour essayer de préserver un peu des rendements, ils vont se battre entre eux, ce sera être la guerre (et effectivement ça a été la guerre mais sans que les rendements tombent à zéro, on n'en était pas là), soit ce sont les travailleurs qui, si jamais les capitalistes veulent continuer à leur imposer un rendement positif alors même qu'ils ont de plus en plus de capital (ce qui veut dire que la part sur les salaires dans le revenu national sera de plus en plus faible), finiront par se coaliser et par mettre en place la révolution socialiste, et l'appropriation des moyens collectifs de production. Au moins, il y a une issue naturelle, où les choses ne peuvent pas continuer ainsi ; d'un strict point de vue économique, il y a une espèce de mécanisme régulateur.

Pour ma part, j'ai une conclusion qui est différente, parce que je pense que, d'un point de vue strictement économique, les choses peuvent parfaitement continuer ainsi, on peut avoir $R > G$ pour toujours, avec un degré d'inégalité qui n'est pas infini, qui peut être simplement très élevé et qui se perpétue lui-même. C'est-à-dire que, quand vous avez, avec un rendement du capital de 5 %, une croissance de 1 % par an, tout ce que cela veut dire, c'est qu'en moyenne les détenteurs de patrimoine peuvent tranquillement consommer les $4/5^e$ du rendement de leur patrimoine, et il suffit de réinvestir $1/5^e$ pour que leur patrimoine progresse, et celui de leurs descendants, au même rythme que la taille de l'économie. Tout cela peut se reproduire, c'est un équilibre qui, d'un point de vue strictement économique, est parfaitement stable. D'un point de vue démocratique ou politique, c'est une autre histoire, parce qu'on peut avoir un degré d'inégalité et un degré de perpétuation de cette inégalité qui rentrent en conflit avec les valeurs démocratiques modernes ; mais c'est un problème politique, ce n'est pas un problème économique. D'un strict point de vue économique, tout cela peut se reproduire tranquillement à l'infini. Dans le schéma marxiste, la raison pour laquelle cela n'était pas possible, c'est que, au XIX^e siècle, la croissance était un phénomène récent, on n'identifiait pas clairement la possibilité d'une croissance indéfinie de la population et de la productivité, donc la source de la croissance elle-même était censée être l'accumulation de capital ; c'était uniquement l'accumulation du capital, le fait d'avoir plus de machines par travailleur, qui produisait de la croissance. Et donc, dans ce cas-là, le serpent se mord la queue, c'est-à-dire qu'à mesure qu'on accumule du capital, le rendement tombe forcément vers zéro. Mais dès lors que vous continuez d'avoir un minimum d'innovation technologique, et un minimum de croissance de la population, tout cela peut progresser de concert, et je ne dis pas que cela va progresser de concert, parce qu'en pratique cela se fait dans le chaos, dans les crises financières, parce que l'accumulation du capital secrète aussi des mécanismes d'instabilité extrêmement forts, mais cela peut repartir. Après les crises, les choses repartent, et finalement, d'un point de vue strictement économique, je pense que ce serait une erreur d'attendre une issue proprement économique à ces contradictions, qui n'ont d'issue que politique, à travers les institutions humaines que l'on se donne, que les différents pays se donnent. Je conclus donc que cette histoire est d'abord une histoire politique avant d'être une histoire économique.